

Education

Commission éducation : les cités éducatives et les directeurs d'école au cœur des échanges

10/12/2019



C'est à la mairie de Marseille, en marge du congrès national de l'ANDEV, que la commission éducation s'est exceptionnellement réunie le 28 novembre pour sa dernière session de l'année.

L'association nationale des directeurs de l'éducation et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (ANDEV), réunis autour de leur dynamique présidente **Rozenn Merrien**, directrice de l'éducation de la ville de Saint-Denis, avaient choisi de réfléchir aux défis et opportunités de l'ère de la société numérique pour les enfants. Nombre de chercheurs, au premier rang desquels le neuropsychiatre **Boris Cyrulnik**, sont intervenus pour présenter l'état des lieux de leur discipline autour de l'évolution du cerveau des enfants avant l'âge de trois ans, les bouleversements qu'entraîne le numérique dans la manière dont se construit la personne et notamment l'enfant et l'adolescent, ou encore la manière dont les nouvelles technologies permettent d'améliorer les apprentissages.

Audition de Vincent Léna, coordonnateur national des cités éducatives

La commission éducation de France urbaine recevait de son côté **Vincent Léna**, le coordonnateur national des cités éducatives. Selon ce dernier, les cités éducatives posent un grand nombre d'injonctions fortes qui sont les impatiences de ceux qui vivent dans ces territoires, et cela explique le calendrier très serré qui a été demandé aux villes pour l'élaboration de leur plan d'actions : il fallait une feuille de route avant les municipales pour que les équipes aient à leur disposition tout ce dont elles auront besoin pour ce programme expérimental, sur 500 000 jeunes de 0 à 25 ans, le déploiement grandeur nature d'une expérimentation qui tente la mise en cohérence du monde des adultes autour des jeunes.

L'assemblée nationale a lancé le comité national d'évaluation des cités éducatives, au sein duquel siègent experts et acteurs des cités éducatives. France urbaine et l'ANDEV y participent, ainsi que les territoires, associations et usagers (une lycéenne en fait partie). Ce comité national va tenter de tirer des enseignements nationaux à partir des solutions trouvées localement, et sera présidé par **Jean-Michel Blanquer** et **Julien Denormandie** (le ministre de la ville, qui a trouvé 100 millions d'euros pour les 3 années à venir). Un cousinage sera trouvé vers l'éducation prioritaire.

Il y a aussi un ensemble d'actions qui vont permettre de concrétiser la dynamique engagée. Le programme d'action qui a été demandé, bien que difficile à établir, permettra de donner un tour concret aux cités éducatives. L'Etat va positionner des moyens financiers, des partenariats avec des réseaux, pour accompagner au mieux les priorités dégagées localement. Les crédits de droit commun et de la politique de la ville seront mobilisés, en complément des stratégies des CAF, ou du plan d'investissement dans les compétences (le plan comprend 2 milliards pour la formation dans les quartiers). Il s'agira aussi de donner de la perspective au moins sur trois ans, pour éviter les renégociations

annuelles, car les acteurs associatifs, notamment, souffrent beaucoup de manque de visibilité.

Deux sujets vont être plus précisément observés :

- L'évaluation : beaucoup de cités éducatives ont déjà essayé d'anticiper la manière d'évaluer les résultats. Il serait très innovant de développer de nouveaux moyens d'observer les évolutions, afin que les résultats soient partagés et discutés au sein d'observatoires locaux et au sein d'un groupe des cités éducatives les plus avancées sur le sujet. Ceci permettra de faire la preuve que l'éducation peut être la solution à nombre de problèmes des quartiers, en relation avec les universités locales ou des organismes nationaux.

- Les CAF veulent accompagner les cités éducatives qui choisiraient de travailler sur le 0 – 6 ans, dans le cadre du chantier des mille premiers jours, dans une cité éducative des tout-petits par exemple. Une dizaine de thèmes pourrait être ainsi identifiée, comme l'égalité fille garçon, la pratique sportive... Cette mise en relation sera rendue possible grâce à la plateforme développée par Canopé qui permet des espaces de travail coopératifs et transversaux.

La commission, dans une séance de questions réponses enflammée, a mis en exergue l'hésitation de certains élus liée au cadre du contrat de Cahors, s'est inquiétée des injonctions contradictoires de faire passer les cités éducatives par les caisses des écoles au moment même où on en propose la disparition, a relevé le fait que les cités mettent en avant les dysfonctionnements mêmes de l'éducation nationale entre le premier et le deuxième degré, a proposé de faire le lien avec la contractualisation pour les stages et l'apprentissage.

Pour **Vincent Léna**, certains préfets considèrent que certaines dépenses des cités éducatives peuvent concourir à la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, et il est alors possible de retirer les sommes liées du cadre contractuel. Il a convenu que l'éducation nationale pratiquait mal le partenariat, mais que le programme peut permettre une meilleure fluidité entre les différents acteurs : on a vu des interlocuteurs changer d'avis grâce à l'impulsion des collectivités, qui savent mieux que l'éducation nationale créer de la transversalité. La cité permet de poser des processus qui permettent de mieux faire, de mieux connaître les procédures des uns et des autres. Toutefois, pour la commission, les cités éducatives ne sont pas les cités de l'éducation nationale. L'enjeu de se parler, de s'écouter et de faire comprendre aux autres institutions toutes les contraintes auxquelles sont confrontées les collectivités, tels les délais de validation des conventions, le code des marchés publics, la distribution des subventions... entrent mal dans un cadre d'urgence, et les délais imposés viennent en contradiction avec l'impulsion de la co-construction à faire avec tous les acteurs locaux et les quartiers eux-mêmes.

Vincent Léna a rappelé que les cités éducatives permettent d'intervenir sur ce que les villes considèrent prioritaires sur un quartier sur les 0 – 25 ans. Mais l'éducation nationale ne traite pas que les écoles et les collèges, elle doit accompagner les élèves dans la continuité de leur parcours. On parle de quartier sans mixité, où n'existe finalement que l'école du socle : les lycées restent à la périphérie. Sur l'insertion professionnelle, le mode d'emploi avec le monde économique reste à trouver. Il existe de nombreux clubs, fondations et autres qui souhaitent travailler sur les mêmes sujets. Exemple à Trappes dans les Yvelines, où une fondation d'entreprise cofinance et met à disposition l'un de ses cadres qui va être Monsieur entreprise de la cité éducative et qui va mobiliser le monde économique et le faire communiquer avec le monde du social, pour préparer l'insertion professionnelle des jeunes. Les régions commencent à se mobiliser mais étant plus lointaines elles arrivent lentement. Le plan d'investissement dans les compétences (PIC) est peu fléchi vers les quartiers, idem pour l'apprentissage où seuls 5% des jeunes des quartiers vont en apprentissage alors que leur poids devrait être 10%. Sur Action Logement, le renouvellement urbain passe par une logique d'équipements publics, car l'attractivité d'un quartier ne passe pas que par la qualité des logements, mais aussi par la qualité de ses équipements.

Les directeurs d'école de retour dans les discussions de la commission

La commission s'est inquiétée du fait que les directeurs d'école, qui ont pour rôle d'assurer la gestion des écoles, des personnels, de la relation avec les parents d'élèves, peinent à trouver le bon positionnement. Leur double mission d'enseignant et de chef d'établissement sans en avoir le statut ni la formation entraîne que certains d'entre eux sortent parfois de leur rôle et de leur devoir de réserve, par exemple pour aller interpellier le maire en s'appuyant sur les parents d'élèves. Il faut donc une formation complémentaire pour rappeler leur rôle de facilitateur de la communauté éducative, et pas seulement de la communauté pédagogique. Ils ont donc besoin de plus de temps disponible, de plus de formation, de meilleurs salaires, pour être au service de la communauté éducative.

La commission fait une série de propositions :

- demander une charte de communication institutionnelle, cosignée entre la collectivité et le directeur pour repositionner le rôle de chacun,
- créer une convention entre le CNFPT et l'Éducation nationale pour mettre en place une formation commune sur des valeurs communes.

L'ANDEV va engager une réflexion sur le statut du directeur avec les syndicats d'enseignants. L'association des directeurs de l'éducation a en effet identifié la nécessité d'un espace de décision qui ne soit pas toujours au niveau de l'IEN, qui a un rôle administratif trop lourd. Sur le modèle du second degré, il faudrait donner aux directeurs une responsabilité sur un projet d'établissement touchant toute la communauté éducative. Ceci mènerait à un nouveau statut pour le directeur, un emploi fonctionnel qui permettrait de faire basculer le rôle d'enseignant directeur à directeur. Il faut pour cela faire évoluer la gouvernance du projet éducatif au plus proche des enfants et des citoyens. Cette proposition pourrait accompagner la réflexion actuelle sur les métiers, notamment les inspecteurs de l'Éducation nationale (IEN) qui ne sont plus dans le contrôle mais dans l'accompagnement des enseignants.

La commission demande à ce que France urbaine se greffe sur le travail de l'ANDEV. Le groupe de travail des directeurs de l'éducation va écrire une proposition qui sera soumise à validation des élus lors de la première réunion de la commission éducation après les municipales.

Et toujours les problèmes de place pour dédoubler les classes

Le dédoublement des grandes sections de maternelle est confirmé, notamment dans les REP+, mais toutes les villes présentes semblent confrontées au manque de place. Plusieurs villes signalent que les services de l'éducation nationale les ont sondés pour connaître les places encore libres avant de faire une répartition des postes correspondant aux dédoublements. Une écoute bienveillante semble être à l'œuvre.

Le prochain groupe de travail des directeurs, début février, traitera d'une charte entre le ministre de l'éducation et les associations d'élus, et de l'interpellation du ministre par un député sur les dédoublements des Grandes sections de maternelle (GS).

David Constans-Martigny

d.constans-martigny@franceurbaine.org

01 44 39 34 53

Etienne Chaufour

e.chaufour@franceurbaine.org

01 44 39 34 62

22, rue Joubert - 75009 Paris

+33 (0)1 44 39 34 56

S'abonner à

France urbaine HEBDO

Courriel *

S'abonner Se désabonner

Accessibilité

Mentions légales

Site développé par Inexine

URL source: <https://franceurbaine.org/actualites/commission-education-les-cites-educatives-et-les-directeurs-decole-au-coeur-des-echanges>